

## **Petit déjeuner débat avec S. Exc. M. Assad OMER** **Ambassadeur d'Afghanistan en France**

Le 17 avril, France-Amériques a accueilli en ses salons S. Exc. M. Assad OMER, Ambassadeur d'Afghanistan en France.

M. OMER a commencé son intervention en insistant sur la portée du récent traité bilatéral franco-afghan, signé le 27 janvier 2012, qui constitue désormais le couronnement de dix ans de coopération, bilatérale et internationale et forme le cadre d'un dialogue politique et stratégique. Il se décline en huit domaines de coopération regroupés en trois grands axes qui vont de la sécurité et de la défense à l'agriculture en passant par la santé et l'industrie.

### 1 – Rappel historique

Revenant sur l'histoire afghane, S. Exc. M. OMER a rappelé brièvement l'histoire récente de l'Afghanistan :

- 10 ans d'occupation soviétique à partir de 1979,
- puis plus d'une décennie de régime taliban, caractérisée par des privations de tout genre, la mise au ban de la société civile des femmes, les limitations aux droits civils et sociaux,
- et enfin une décennie de coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme (depuis 2001).

L'Ambassadeur a tenu à souligner les résultats chiffrés de cette coopération dans tous les domaines (éducation, gouvernance) : 70 % d'enfants supplémentaires scolarisés, 70 000 étudiants dans les universités et dans l'enseignement supérieur, 18 millions d'Afghans ont accès au téléphone.

### 2 – Actualité

Côté institutions, l'Afghanistan est une jeune démocratie, a-t-il rappelé. L'Ambassadeur a affirmé que son pays n'était plus l'épicentre du terrorisme mondial, mais qu'il en restait une victime, saluant au passage le rôle positif des militaires français dans le processus de paix et la défaite des taliban.

Ces derniers sont regroupés en trois catégories : les jeunes, les commandants intermédiaires, les idéologues. Le Haut-Conseil de la Paix mis en place par les autorités actuelles, prône des négociations avec ceux-ci et leur propose un plan de démobilisation-réintégration sur la base du volontariat.

La transition est actuellement en cours en Afghanistan. Il s'agit du processus par lequel les forces de sécurité afghanes prennent la responsabilité de la sécurité de provinces prédéterminées, par paliers successifs pour enfin, d'ici la fin 2014 gérer 100% de la sécurité du pays. Ce processus est géré par 352 000 forces de sécurité. 100 % de certaines provinces sont déjà gérées par les forces nationales, 50 % dans l'ensemble du territoire sont aux mains de ces forces et 75 % du territoire afghan devrait être géré par les forces nationales après la mise en œuvre de la troisième tranche de la transition.

Parmi les difficultés rencontrées lors de ce processus, ont été citées le manque d'équipements adéquats des forces, la sécurité relative de certaines zones et une économie fragile en dépit des ressources (ressources minérales, terres rares, pétrole et gaz) dans le sous-sol.

Pour ce qui est de la phase post-transition (2014-2024), l'Ambassadeur a souhaité qu'elle soit une période d'accompagnement des autorités afghanes. Celle-ci devrait être évoquée dès le sommet de Chicago des 20 et 21 mai 2012.

### 3 – Relations bilatérales

M. OMER a mentionné les grandes phases de celles-ci alors qu'est célébré le 90<sup>ème</sup> anniversaire en 2012 (1922-2012) :

- 1922-1978 : l'âge d'or (coopération archéologique, écoles franco-afghanes).
- 1979-2001 : intervention soviétique et guerre interne, période plus difficile.
- 2001 à aujourd'hui : reprise de l'âge d'or. Les efforts des Ambassadeurs et des forces françaises ont notamment favorisé la diffusion de la langue française en Afghanistan. S. Exc. M. OMER a salué le rôle positif des forces internationales qui aident au renforcement de la souveraineté de l'Afghanistan.

Cette coopération bilatérale à long terme des partenaires doit en particulier couvrir l'administration, l'Afghanistan souhaitant s'inspirer du modèle français au travers notamment d'un partenariat avec l'ENA et le ministère de l'intérieur d'une part et la Direction générale de la gouvernance locale de la Présidence d'autre part (au niveau de la formation des vice-gouverneurs).

Lors d'un débat avec les participants, l'Ambassadeur de France à Kaboul de 2008 à 2011, M. Jean de Ponton d'Amécourt, a tenu à rappeler les nombreux aspects positifs de cette relation, tout en soulignant qu'il existait encore des domaines de progression. L'Ambassadeur d'Afghanistan a reconnu que les autorités devaient encore progresser notamment dans les domaines de la lutte contre la corruption et de la drogue. Sur ce dernier point, 25 provinces sont à présent considérées comme « drug free » sur un total de 34.

Concluant sur les enjeux à venir pour son pays, l'Ambassadeur d'Afghanistan a mentionné la prochaine échéance décisive des présidentielles de 2014, qui est aussi l'année du retrait annoncé des forces internationales. A cette date, les forces afghanes devront donc être opérationnelles, avec l'enjeu du ralliement des opposants armés à la Constitution et au gouvernement. Un certain nombre l'aurait déjà fait. Les femmes afghanes sont désormais présentes dans tous les domaines de l'armée et de la police nationale.

Au niveau diplomatique, l'Afghanistan a également engagé une politique régionale avec les pays de la région (les pays du cœur de l'Asie) et l'Inde, mais aussi avec les partenaires de la coalition dont les Etats-Unis et la France.